

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément ADER
51100 Reims

Reims, le 23/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CRISTAL UNION établissement CRISTANOL

1 route départementale 20A
BP 3
51110 Bazancourt

Références : D2 i 2025 690
Code AIOT : 0005702992

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement CRISTAL UNION établissement CRISTANOL implanté 1 route départementale 20A BP 3 51110 Bazancourt. L'inspection a été annoncée le 16/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'Inspection s'est déroulée suite à une fuite de vinasses de betteraves survenue sur la cuve T74 du site lors de la nuit du Jeudi 12 au Vendredi 13 juin 2025.

La visite du 19 juin 2025, objet du présent rapport, a pour objectif de faire un point "à froid" sur les actions de sécurisation mises en oeuvre par l'exploitant, ainsi que sur les premiers éléments de l'analyse des causes dont il dispose.

Cette visite fait suite à la première visite d'Inspection réactive réalisée le 13 juin 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CRISTAL UNION établissement CRISTANOL
- 1 route départementale 20A BP 3 51110 Bazancourt
- Code AIOT : 0005702992
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Cristal Union établissement Cristanol exploite une distillerie, classée SEVESO seuil haut au titre des stockages d'alcool.

Thèmes de l'inspection :

- Risque surpression/projection
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident	AP Complémentaire du 13/11/2017, article 2.5.1	Sans objet
2	Suivi des installations	AP Complémentaire du 13/11/2017, article 7.7.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'analyse des causes est en cours et l'exploitant a identifié plusieurs pistes pouvant expliquer l'origine de la fuite.

Des analyses complémentaires sont prévues et nécessaires pour s'assurer notamment qu'un incident similaire ne se produise pas sur les cuves voisines et ne soit à l'origine d'un effet de vague en cas de rupture totale instantanée d'un réservoir compte tenu de la proximité de la voie ferrée. Les conclusions de l'analyse des causes seront à prendre en compte pour la mise à jour du plan de contrôle des cuves.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2017, article 2.5.1
Thème(s) : Autre, rapport d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

Lors de la visite d'Inspection l'exploitant à présenté un compte rendu du déroulé de l'incident survenu sur sa cuve de vinasses T74 dans la nuit du Jeudi 12 au Vendredi 13 juin.

Sont joints à ce compte rendu : un descriptif des actions correctives mises en place pour sécuriser les installations concernées et la production du site, ainsi qu'un descriptif des prochaines étapes prévues pour finaliser l'analyse des causes.

L'exploitant a indiqué travailler actuellement avec des experts en métallurgie pour chercher à identifier les causes racine de la fuite, notamment au niveau des soudures de la cuve.

Un premier contrôle visuel a été réalisé le 18/06/2025 au matin en présence des experts précités.

Les premières observations tendent à orienter les conclusions vers une faiblesse structurelle au niveau d'une soudure entre 2 viroles, liée à un phénomène de corrosion.

Des analyses complémentaires sur des échantillons de cuves sont prévues et seront nécessaires pour aboutir à une analyse des causes définitives.

Complétées par l'analyse des dispositions constructives des cuves, l'objectif de ces analyses complémentaires est de :

- valider ou non les premières hypothèses et déterminer l'origine de cette éventuelle corrosion ;
- évaluer si une ou plusieurs cuves voisines sont également susceptibles d'être concernées ;
- déterminer s'il existe un risque d'effacement total du réservoir susceptible d'entraîner un effet de vague potentiellement destructeur si un cas similaire venait à se produire sur une des cuves voisines ;
- actualiser le plan de contrôle des installations concernées, notamment les cuves voisines .

Ces éléments seront joints au rapport d'incident visé par l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2017 qui sera transmis à l'Inspection dans les délais prévus par ce dernier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre dans les délais prévus le rapport d'incident avec l'analyse des causes finalisées, en prenant en compte les remarques formulées lors de la visite et reprises en partie constat du présent rapport de visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2017, article 7.7.4

Thème(s) : Autre, état et contrôle des réservoirs

Prescription contrôlée :

L'étanchéité des réservoirs associés à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des choos et donner toutes garanties de résistances aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les réservoirs sont munis des équipements suivants :

- un évent de respiration muni de grille et/ou de filtre, adapté au produit, en vue de prévenir l'entrée accidentelle d'impuretés (excepté les cuves d'alcool qui sont munies de soupapes),
- un capteur de mesure de niveau haut continu,
- un capteur de détection de niveau très haut.

Les mesures de niveau sont reportées en continu en salle de contrôle. Le déclenchement de niveau très haut du réservoir entraîne la mise en route d'une alarme sonore à proximité du poste de dépotage.

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir mis en place un plan de contrôle périodique de la cuve en 2020. Ce plan consiste à réaliser un contrôle visuel ainsi qu'un contrôle d'épaisseur sur la première virole de la cuve chaque année.

Ces contrôles sont réalisés par l'exploitant en interne.

Les contrôles annuels sont également réalisés sur les cuves voisines. Les résultats de ces contrôles ne font pas l'objet d'un rapport dédié. En cas d'écarts, un avis d'anomalie est émis et les actions sont directement traitées via le plan d'action de la maintenance du site.

Le plan de contrôle prévoit également des mesures plus spécifiques tous les 5 et 10 ans. Pour le moment ces contrôles spécifiques n'ont pas été déclenchés.

L'exploitant a confirmé que la cuve est bien équipée d'un évent de respiration et que l'absence d'obstruction de celui ci est vérifiée à l'occasion des contrôles annuels précités.

L'Inspection n'a pas relevé d'écart sur ce point.

L'Inspection rappelle toutefois, que l'exploitant devra tenir compte du retour d'expérience tiré de son analyse des causes pour actualiser son plan de contrôle en fonction des conclusions de celles-ci. Les modifications envisagées seront à joindre au rapport d'incident qui sera transmis à l'Inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Tenir compte du retour d'expérience tiré de son analyse des causes pour actualiser le plan de contrôle en fonction des conclusions de celles-ci et joindre les modifications envisagées au futur rapport d'incident.

Type de suites proposées : Sans suite